

Repenser l'itinérance chez les jeunes au Québec : vers un paradigme intersectoriel et intersectionnel de la prévention

Sue-Ann MacDonald

Professeure agrégée, École de travail social, Université de Montréal, Membre de CREMIS

Philippe-Benoit Côté

Professeur, Université du Québec à Montréal, Membre de CREMIS

Sophie Coulombe

Professionnelle de recherche, CREMIS

Catherine Flynn

Professeure, Université du Québec à Chicoutimi

Élisabeth Greissler

Professeure adjointe, Université de Montréal

Naomi Nichols

Professeure agrégée, Trent University,
Canada Research Chair in Community-Partnered Social Justice

Jacinthe Rivard

Professeure associée, Université de Montréal

Laurence Roy

Professeure agrégée, McGill

Résumé

Afin de lutter contre l'itinérance, différentes mesures politiques ont récemment vu le jour au Québec. L'adoption de plans d'action régionaux, d'avis municipaux et d'une politique nationale témoigne de l'émergence d'une volonté politique de mettre fin à l'itinérance au Québec. Si plusieurs de ces mesures reconnaissent l'importance de la prévention comme stratégie pertinente de lutte à l'itinérance, peu d'efforts sont consacrés à la mise en place d'actions concrètes et concertées pour prévenir l'itinérance, en particulier chez les jeunes. En s'inspirant des travaux de l'Observatoire canadien sur l'itinérance, cet article pose les jalons d'une nouvelle perspective québécoise sur la prévention de l'itinérance chez les jeunes. En tant que chercheur.e.s engagé.e.s dans le champ de l'itinérance, nous présentons ici une réflexion qui soutient l'importance de se dégager d'un paradigme d'intervention centré uniquement sur la logique d'urgence afin d'adopter, plutôt, un paradigme d'intervention centré sur la prévention. Ce changement de paradigme s'appuie sur une perspective intersectorielle et intersectionnelle afin de construire, avec les différents acteurs, une vision globale, cohérente et concertée de la prévention de l'itinérance chez les jeunes au Québec.

Mots clés: itinérance; jeunesse; prévention

Abstract

Several political measures were recently adopted in Quebec to address the issue of homelessness. The introduction of regional action plans, municipal notices and a national policy signals the emergence of a political will to end homelessness in Quebec. However, while the new measures include prevention strategies to combat homelessness, there has been little effort devoted to concrete actions, especially for youth experiencing or at risk of homelessness. This article paves the way for a new perspective on youth homelessness, drawing inspiration from the prevention shift put forward by the Canadian Observatory on Homelessness. Our goal, as engaged and committed researchers in the field of homelessness, is to provoke a reflection which we hope will accommodate the emergence of a paradigm shift based on prevention instead of relying on emergency responses. This shift in the fight against this phenomenon among young Quebecers is based on an intersectoral and intersectional model in order to build, with various stakeholders, a global, coherent and concerted vision of the prevention of youth homelessness in Quebec.

Keywords: homelessness; youth; prevention

Au Canada, on estime que 20 % de la population en situation d'itinérance est composée de jeunes âgés de 13 à 24 ans (environ 35 000 à 40 000 jeunes ; Gaetz et al., 2016). Selon la Politique nationale de lutte à l'itinérance du Québec, l'itinérance se définit comme étant « la combinaison de facteurs structurels, institutionnels et individuels inscrits dans le parcours de vie des personnes, menant à un processus de rupture sociale, qui se manifeste entre autres par la difficulté d'obtenir ou de maintenir un domicile stable, sécuritaire, adéquat et salubre » (Gouvernement du Québec, 2014a : 30). Si cette définition offre une conception générale de l'itinérance, elle ne présente pas de spécificités propres à la situation des jeunes. L'itinérance chez les jeunes est une expérience hétérogène, marquée par la précarité économique et l'instabilité résidentielle, mais aussi par des changements développementaux considérables (Gaetz et al., 2013). Si la situation d'itinérance est généralement difficile et stressante pour les jeunes, elle peut aussi être, dans certains cas, vécue comme une expérience d'exploration et d'émancipation, de prises de risque dans leur quête identitaire et de recherche d'indépendance vers la transition à la vie adulte (Bellot, 2005 ; Colombo, 2015 ; Fontaine, 2019 ; MacDonald, 2013a ; Parazelli, 2002). Contrairement aux années 1980 où les jeunes en situation d'itinérance occupaient, de façon visible, les centres-villes des grandes agglomérations, il est plutôt observé depuis une quinzaine d'années une transition vers une « invisibilisation » de l'itinérance jeunesse (Bellot et Sylvestre, 2017 ; Bellot et Rivard, 2017 ; Conseil jeunesse de Montréal, 2017). En effet, les jeunes peuvent être soit hébergés chez des amis ou des connaissances, soit en location dans des chambres d'hôtel ou de motel, soit en maisons de chambres (Gaetz, 2014 ; Latimer et al., 2016). Certains poursuivent leurs études collégiales en vivant dans leur voiture, sans que quiconque en ait conscience (Bellot et Rivard, 2017). Ce phénomène d'invisibilisation de l'itinérance est également accompagné par une diversification des réalités chez les jeunes, telles que l'immigration (Gaetz, 2014), les communautés autochtones (Baskin, 2007 ; Patrick, 2014 ; Rodrigue, 2016 ; Thistle, 2017) et la diversité sexuelle et de genre (Abramovich, 2016 ; Choi et al., 2015 ; Durso et Gates, 2012). L'intersection de différents systèmes d'oppression, comme le racisme, le colonialisme, l'hétérosexisme et le cisgenrisme, dans les parcours de vie des jeunes en situation d'itinérance nous oblige à repenser les stratégies d'intervention à la lumière d'une conception intersectorielle et intersectionnelle afin de comprendre la diversité de leurs expériences vécues et de leurs trajectoires de vie.

De façon générale, le passage à l'itinérance chez les jeunes s'explique par l'intersection des facteurs structurels, institutionnels et interpersonnels. Les facteurs structurels, tels que la précarité économique (Embleton et al., 2016) et le manque de logements abordables (Kneebone, 2018), s'entremêlent aux facteurs systémiques, tels que l'homophobie (Choi et al., 2015 ; Durso et Gates, 2012), la transphobie (Abramovich, 2016), le racisme (Springer et al., 2013), le sexisme (Côté et al., 2017) et le colonialisme (Baskin, 2007 ; Thistle, 2017), dans le processus d'exclusion et de marginalisation poussant les jeunes vers l'itinérance. Ces différents systèmes d'oppression (Collins, 2000) peuvent engendrer du stress et des conflits, faisant en sorte que les milieux de vie des jeunes (familles, écoles, centres jeunesse, familles d'accueil) ne sont plus perçus comme des espaces sécuritaires. Quant aux facteurs institutionnels, les systèmes

d'oppression sont reproduits au sein des politiques institutionnelles sous forme de normes hétéronormatives, cisnormatives, racistes et sexistes (Abramovich, 2016 ; Côté et Blais, 2019) créant ainsi des inégalités quant à l'offre et l'accès aux services (Nichols, 2016) et incitant les jeunes à rompre avec leurs différents milieux de vie (Abramovich et Shelton, 2017). Par exemple, la plupart des services offerts par les refuges pour les jeunes sont organisés autour de politiques institutionnelles cisnormatives offrant des lits et des services selon une logique de binarité de genre présumée, homme/femme, ne tenant pas compte de la fluidité des genres (Abramovich et Shelton, 2017). Aussi, le modèle d'intervention actuel en « silo » oblige les jeunes à transiter entre différentes institutions (protection de la jeunesse, éducation, santé, justice ; Goyette, Blanchet et Bellot, 2019), ce qui crée des « trous de services » et peut les contraindre à l'itinérance (Doberstein, 2016 ; Nichols, 2016 ; Thompson et al., 2010). Concernant les facteurs interpersonnels, plusieurs jeunes en situation d'itinérance ont vécu des expériences de violence, de négligence, de maltraitance ou encore d'agressions sexuelles dans leurs milieux de vie (MacDonald et Roebuck, 2018 ; Flynn et al., 2018 ; Thrane et al., 2006 ; Tyler et Bersani, 2008 ; Tyler et al., 2001 ; Whitbeck et al., 1999). Ces traumatismes soulèvent des difficultés d'apprentissage, des problèmes de santé physique et mentale ou des problèmes de consommation de substances, qui contribuent au processus de désaffiliation sociale chez les jeunes et les maintiennent en situation d'itinérance (Baker-Collins, 2013 ; Karabanow, 2004 ; Rodrigue, 2016 ; Roy et al., 2013). Ces facteurs explicatifs illustrent que la situation d'itinérance est multifactorielle et qu'elle se trouve au cœur de rapports de pouvoir asymétriques qui se matérialisent tant dans la façon dont les politiques et les programmes sociaux s'actualisent que dans les pratiques institutionnelles qui en découlent. Toutes formes de stratégies de prévention de l'itinérance doivent donc tenir compte de l'enchevêtrement de ces facteurs dans le parcours de vie des jeunes.

Au-delà du paradigme centré sur l'urgence

Au Canada, les interventions mises en place pour lutter contre l'itinérance chez les jeunes sont principalement organisées autour d'une logique d'urgence (Gaetz et Dej, 2017), et ce, au détriment des stratégies de prévention. Dans la logique d'urgence, la plupart des services offerts aux jeunes en situation d'itinérance visent à pallier leurs besoins essentiels afin qu'ils reprennent un certain pouvoir sur leur quotidien et qu'ils puissent amorcer un processus menant à la sortie de l'itinérance. Malgré l'importance de ces services, la logique d'urgence conduit à une forme de spécialisation et de segmentation des interventions en itinérance chez les jeunes, tout en créant des lacunes dans l'offre de services qui leur est dédiée (Nichols, 2016). Or, plusieurs orientations gouvernementales de lutte à l'itinérance au Québec, dont la Politique nationale de lutte à l'itinérance (Gouvernement du Québec, 2014a), le Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 (Gouvernement du Québec, 2014b), l'Avis sur la prévention de l'itinérance jeunesse à Montréal (Conseil jeunesse de Montréal, 2017), reconnaissent qu'une approche intégrée de prévention au sein du continuum d'interventions destinées aux jeunes, basée sur une coordination interprofessionnelle et intersectorielle, serait nécessaire.

Les défis et les lacunes du modèle de santé publique de la prévention de l'itinérance chez les jeunes

De façon générale, le concept de prévention est défini en matière de stratégies adoptées pour éviter qu'un événement, une situation ou un problème ne survienne (Burt et al., 2007). Les stratégies de prévention, basées sur le modèle de santé publique et appliquées à la situation d'itinérance, peuvent se déployer en trois catégories : 1) la prévention « primaire », qui renvoie aux actions pour empêcher l'apparition de nouveaux cas d'itinérance ; 2) la prévention « secondaire », qui se concentre sur les interventions précoces auprès des personnes ayant fait une première expérience d'itinérance afin de les aider à s'en sortir ; et 3) la prévention « tertiaire », qui implique des actions pour mettre fin à l'itinérance chronique (Burt et al., 2007 ; Culhane et al., 2011). L'un des intérêts de ce modèle consiste en la possibilité d'appréhender le phénomène de l'itinérance sur la base de points tournants (événements, situations, expériences, traumas, etc. ; Wheaton & Gotlib, 1997) qui marquent le parcours de vie des personnes. Il permet de penser à des stratégies de prévention en amont du passage à l'itinérance, mais aussi de réfléchir à des mécanismes et des actions pour accompagner et aider les personnes, et ce, là où elles sont dans leur parcours de vie. Toutefois, le concept de « prévention » de l'itinérance reste peu défini dans les documents gouvernementaux, sauf à partir des notions de « risque élevé », de « facteurs de risque », de « facteurs précipitants » ou de « conditions de fabrication » de l'itinérance (Crane et al., 2006). Plusieurs auteurs s'entendent pour dire qu'il est difficile de déterminer le « risque » d'itinérance chez une personne (Culhane et al., 2011 ; Kovacs Burns et Gordon, 2016), d'autant plus que la multiplicité des facteurs interpersonnels, institutionnels et structurels en complexifie la détection (Parsell et Marston, 2012 ; Shinn et al., 2001).

Dans ce contexte, nous considérons que la définition des stratégies préventives appuyées sur les notions de « risque élevé » constitue une vision réductrice et illusoire de la prévention, ne tenant pas compte de l'ensemble des paramètres complexes et intersectionnels de l'itinérance chez les jeunes. D'une part, si l'itinérance renvoie à des conditions de vie objectives marquées, entre autres, par la précarité économique et l'instabilité résidentielle (Kelly et Caputo, 2007), plusieurs études montrent qu'elles ne sont pas vécues de la même façon sur le plan subjectif (Bellot, 2005 ; MacDonald, 2013). En effet, l'itinérance peut représenter une stratégie de survie pour échapper à des situations de violences familiales ou à des pratiques institutionnelles répressives (Flynn et al., 2015). Cette situation de vie peut également constituer une expérience d'identification, par la création de liens sociaux et amicaux, offrant aux jeunes une possibilité de reconnaissance sociale et de substitut à un milieu familial jugé inadéquat (Bellot, 2005 ; Colombo, 2015 ; MacDonald, 2013a ; Parazelli, 2002). D'autre part, cette définition ne reconnaît pas la diversité des réalités et des points tournants qui peuvent mener vers une situation d'itinérance chez les jeunes, tels que l'immigration, les problèmes de santé mentale ou les enjeux liés à la diversité sexuelle et de genre . Il importe donc de repenser la prévention à l'aune de la spécificité de l'itinérance chez les jeunes afin de proposer un modèle cohérent et concerté qui tient compte de la diversité de leurs réalités.

Les stratégies d'intervention en itinérance documentées au sein des écrits scientifiques semblent, en grande partie, orientées vers la sortie de la rue et privilégient la stabilisation résidentielle. Plusieurs chercheurs reconnaissent l'importance de mettre en place des modèles centrés sur l'accès et le maintien en logement (Crane et al., 2006 ; Culhane et al., 2011 ; Shinn et al., 2001), tels que l'approche du « Logement d'abord » (Housing First) ou l'approche « stabilité résidentielle avec accompagnement » (SRA). Ces approches d'intervention, quoique documentées comme étant efficaces, sont particulièrement destinées aux personnes en situation d'itinérance chronique (Kneebone, 2018). Rares sont les travaux qui documentent les stratégies de prévention basées notamment sur les points tournants dans les parcours de vie des jeunes, comme les troubles de santé mentale et les traumatismes complexes, les difficultés physiques, les violences sexuelles et conjugales, les ruptures amoureuses, la judiciarisation, les ruptures sociales et familiales, ainsi que le décrochage scolaire. Par exemple, la question des disparités au sein du système d'éducation québécois et le développement d'un système scolaire à plusieurs vitesses (les milieux défavorisés fortement associés au secteur public comparativement aux milieux favorisés fortement associés au secteur privé) a été hautement critiquée et remise en question par le Conseil supérieur de l'éducation (2018, p. 82) : « l'école n'offre pas à tous les enfants la même possibilité de développer leur potentiel ». Dans cette optique, il nous semble important, voire nécessaire, de prendre en considération les parcours de vie des jeunes afin de les comprendre dans leur globalité et de mettre en place des stratégies de prévention adaptées aux divers points tournants de leur expérience d'itinérance.

Vers une perspective intersectorielle et intersectionnelle de la prévention de l'itinérance chez les jeunes

À titre d'amorce pour la réflexion, la définition de la prévention de l'itinérance qui est retenue est celle énoncée par l'Observatoire canadien sur l'itinérance (Gaetz et Dej, 2017).

La prévention de l'itinérance désigne les politiques, pratiques et interventions qui réduisent la probabilité qu'un individu connaisse l'itinérance. Cela signifie également apporter à ceux qui ont été sans-abri les ressources et soutiens nécessaires pour stabiliser leur [situation de] logement, accroître leur intégration et inclusion sociale et éventuellement réduire les risques de récurrence d'itinérance. Les causes de l'itinérance comprennent des facteurs individuels et relationnels, des facteurs structurels plus larges basés sur la population, et le manquement de nombreuses institutions publiques à protéger les gens contre l'itinérance. Cela indique que la prévention de l'itinérance doit non seulement inclure des interventions axées sur les individus, mais aussi des réformes structurelles plus larges visant les moteurs de l'itinérance. (Gaetz et Dej, 2017, p. 6)

Cette définition reconnaît l'importance de mettre en place des ressources et du soutien pour agir en amont de l'itinérance par une stabilisation du logement chez les personnes en situation d'instabilité résidentielle, ainsi que par leur intégration et leur inclusion sociale. L'intégration de cette définition dans les politiques et les pratiques permet de rompre avec une conception de la prévention centrée uniquement sur une logique d'urgence en se concentrant

plutôt sur les efforts d'intervention dans une logique de prévention globale, cohérente et concertée (incluant avec les jeunes) qui reconnaît la combinaison des facteurs structurels, institutionnels et interpersonnels de l'itinérance chez les jeunes. Elle soulève l'importance de privilégier une perspective intersectorielle (Lebeau et al., 1998) afin de mobiliser la participation de différents acteurs, tels que les ressources communautaires et institutionnelles, le milieu de la recherche, les jeunes, les groupes de citoyens et les ministères. Cette perspective intersectorielle propose un maillage, non seulement entre les différents secteurs, qu'ils soient impliqués ou non dans la lutte à l'itinérance, mais aussi entre les disciplines et les « cultures » scientifiques. Il s'agit de repenser ensemble la prévention de « l'itinérance chez les jeunes, et ce, avec les jeunes eux-mêmes. Seule une démarche collaborative, participative et concertée peut, selon nous, créer une rupture avec le modèle d'intervention en « silo ».

Selon nous, cette définition est compatible avec une perspective intersectionnelle qui permet de penser l'itinérance à partir de la compréhension que les jeunes eux-mêmes en font, tout en tenant compte des facteurs sociaux liés à sa production et de l'intersection des différents rapports de pouvoir et d'oppression qui en découlent. La perspective de l'intersectionnalité (Collins, 2000 ; Collins et Bilge, 2016 ; Hancock, 2007) nous apprend, notamment, que les systèmes d'oppression sont multiples et que leur imbrication peut produire des violences structurelles conduisant certains groupes, comme les jeunes, vers l'itinérance (Flynn et al., 2015). La perspective intersectionnelle offre un cadre d'analyse plus complexe, plus flexible et multidimensionnel (Harper, 2012 ; Zufferey, 2016) qui permet de réfléchir aux rapports de pouvoir à travers les différents savoirs (théoriques, politiques, pratiques, citoyens), les différents vécus reliés aux différentes catégorisations sociales (genre, classe, ethnicité, race, orientation sexuelle), ainsi que les différents contextes (géographiques, territoriaux, historiques, culturels). L'intersectionnalité se marie aisément avec une perspective intersectorielle (Yuval-David, 2011), car elle invite au dialogue entre les différents groupes d'acteurs impliqués et a pour visée la résolution, la transformation et la justice sociale (Bilge, 2015).

Vers un paradigme intersectoriel et intersectionnel de la prévention de l'itinérance au Québec

Dans une volonté de réfléchir à la création d'un nouveau paradigme d'intervention dans le champ de l'itinérance chez les jeunes, nous proposons, sous forme de tableau, une comparaison théorique entre le paradigme palliatif (qui constitue le paradigme actuel d'intervention) et le paradigme préventif (qui constitue le paradigme suggéré dans le présent article). Dans le but de comparer ces deux paradigmes, nous nous sommes appuyés sur quatre critères : 1) l'objectif d'intervention ; 2) la logique d'intervention ; 3) l'organisation des services ; et 4) la collaboration entre les services. Nous privilégions une réflexion collective avec les différents acteurs impliqués, de près ou de loin, sur la question de la prévention de l'itinérance chez les jeunes, mais, à titre d'amorce de discussion, nous proposons ici quelques jalons sur l'émergence de ce nouveau paradigme préventif. Il faut préciser que ces deux paradigmes d'intervention sur l'itinérance au Québec ont été construits sous forme de types idéaux à partir d'une analyse

typologique (Schnapper, 2010). Par conséquent, aucun de ces deux paradigmes n'existe tel quel au sein des services et des pratiques en itinérance, ils témoignent plutôt d'une schématisation théorique permettant de dégager les grands enjeux les constituant.

Tableau 1. Comparaison de deux paradigmes d'intervention sur l'itinérance au Québec

	Paradigme palliatif (en aval)	Paradigme préventif (en amont)
Objectif d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> Sortir de l'itinérance 	<ul style="list-style-type: none"> Prévenir l'itinérance
Logique d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> Compréhension ciblée des besoins immédiats des jeunes Appréhender les besoins individuels de subsistance et pallier la survie des jeunes Réagir en urgence à la situation d'itinérance en offrant des services temporaires 	<ul style="list-style-type: none"> Compréhension globale des parcours de vie des jeunes selon une perspective intersectorielle et intersectionnelle Appréhender les dimensions structurelles, institutionnelles et interpersonnelles qui fragilisent les parcours de vie et empêchent l'épanouissement des jeunes et la transition vers la vie adulte Analyser les rapports de pouvoir et leur influence sur les parcours de vie des jeunes en reconnaissant leur individualité et les diversités¹ de leurs identités sociales
Organisation des services	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la création des ressources temporaires (ex. : les refuges ou les services de dépannage alimentaire) Diriger les jeunes vers les services d'urgence (ex. : les centres de jours, les unités mobiles, les refuges) 	<ul style="list-style-type: none"> Réduire la pauvreté économique (ex. : augmenter les revenus) et l'instabilité résidentielle (ex. : augmenter l'offre de logements sociaux) Réduire les obstacles d'accès et les « trous de services » entre les institutions et les services (ex. : améliorer la sortie des centres jeunesse)²

¹ Inspiré du colloque *Réseaux d'action collective autour et avec les jeunes : comment mieux travailler ensemble ?* 10 – 14 juin, 2019, ENAP, Montréal. <http://crevaj.ca/wp-content/uploads/2019/04/Programme-final-colloque.pdf>

² Par exemple, l'article 64 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* stipule que : « Une ordonnance confiant un enfant à un milieu de vie substitut cesse d'avoir effet lorsque l'enfant atteint l'âge de 18 ans. Toutefois, lorsque l'enfant est confié à une famille d'accueil ou à un établissement qui exploite un centre de réadaptation ou un centre hospitalier, l'hébergement peut se poursuivre conformément à la Loi sur les services de santé et les services sociaux ([chapitre S-4.2](#)) ou à la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris ([chapitre S-5](#)), si cette personne y consent. Un établissement doit continuer d'héberger une personne qui a atteint l'âge de 18 ans si cette personne y consent et si l'état de celle-ci ne permet pas son retour ou son intégration à domicile. Cet hébergement doit se continuer jusqu'à ce qu'une place lui soit assurée (2017, c. 18, a. 36.). Or, certaines études démontrent que plusieurs jeunes, dès l'atteinte de leur majorité, se voient expulsés de la DPJ une fois la prise en

Repenser l'itinérance chez les jeunes au Québec

	<ul style="list-style-type: none"> • Développer des services spécialisés selon les priorités identifiées, sans tenir compte de la mixité et de la fluidité des identités sociales (ex. : l'invisibilisation des jeunes de la diversité sexuelle et de genre, car ils peuvent ne pas se reconnaître dans l'offre de services) 	<ul style="list-style-type: none"> • Prioriser l'accès à l'éducation et développer des partenariats avec le système scolaire pour prévenir les situations d'itinérance • Appuyer les familles et promouvoir les compétences familiales pour prévenir les situations d'itinérance (ex. : travailler avec les parents pour favoriser l'inclusion des jeunes issus de la diversité sexuelle et de genre) • Accompagner et créer des espaces de participation citoyenne et « jeune-affirmative » pour tisser les liens sociaux rompus • Favoriser les différentes formes d'hébergement (ex. : d'urgence, de transition, de plus longue durée) et assurer une continuité dans les interventions (ex. : le modèle des Auberges du cœur)³
<p><i>Collaboration entre les services</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Fragmentation des services (chaque secteur d'intervention travaille en silo) qui peut mener à des « trous de services » pour les jeunes qui vivent une pluralité de difficultés⁴ • Dispersion des services qui peut encourager les jeunes à se débrouiller par eux-mêmes et accroître ainsi leur isolement social⁵ • Segmentation des services selon les priorités et les besoins qui peut réduire les jeunes à leurs problèmes et entraîner une 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer un continuum de services intégrés (ex. travailler la santé mentale et la toxicomanie d'une façon intégrée et concomitante) et qui varie en intensité selon les besoins • Favoriser une approche de partenariat et de concertation entre les différents secteurs (ex : santé, services sociaux, services correctionnels) pour faciliter les transitions et éviter de tomber entre les mailles du filet (ex. : la mise en place d'une équipe multidisciplinaire) • Promouvoir une coordination interprofessionnelle et

charge institutionnelle terminée (Côté et Blais, soumis ; Goyette et al., 2019). Ces jeunes doivent alors se diriger vers les refuges d'urgence, surtout ceux qui ont connu plusieurs placements institutionnels (Goyette et al., 2019).

³ Certains travaux montrent que les Auberges du cœur offrent, par une approche globale centrée sur les besoins des jeunes, une constance et une continuité dans les services réalisés, notamment dans la mise en place des interventions « post-hébergement » (Greissler et al., 2015).

⁴ Voir, entre autres, Groleau (1999) et Trépanier (2007).

⁵ Voir, entre autres, McKeown et Plante (2000).

	plus grande stigmatisation	intersectorielle pour agir en amont du passage à l’itinérance (ex. : une « coordination interorganisationnelle » ⁶) <ul style="list-style-type: none"> • Préconiser la co-construction des pistes de solutions avec les jeunes pour favoriser leur inclusion sociale et leur pouvoir d’agir • Promouvoir la défense des droits des jeunes avec les intervenants, les décideurs et les jeunes eux-mêmes
--	----------------------------	--

Conclusion

À travers une perspective axée sur l’intersectorialité et l’intersectionnalité, nous proposons le déplacement d’une logique palliative vers une logique préventive obligeant à repenser les actions en amont de l’itinérance chez les jeunes. Nous proposons de repenser les stratégies d’intervention avec les jeunes en tenant compte des singularités de leurs parcours et de laisser tomber, enfin, les conceptions pathologisantes et surresponsabilisantes de l’itinérance (problèmes de dépendances, de santé mentale, de comportements, etc.). Nous invitons les différents acteurs à déconstruire les catégorisations stigmatisantes et discriminatoires afin qu’émerge une compréhension nouvelle du phénomène de la prévention de l’itinérance qui reconnaît aussi le pouvoir d’agir des jeunes, leur adaptabilité et leur résilience (MacDonald et Roebuck, 2018). Par l’analyse des dimensions structurelles, organisationnelles et interpersonnelles (Chbat et al., 2014), l’intersectionnalité, combiné à l’intersectorialité, apparaît comme une piste prometteuse pour mieux saisir toute la complexité des parcours de l’itinérance chez les jeunes et par conséquent, à prévenir les points tournants pouvant mener vers cette expérience de vie.

⁶ Voir, entre autres, Farinas (2016, p. 44) qui parle de « coordination interorganisationnelle » pour désigner la « coordination de nature interactionnelle entre les intervenants de première ligne de différentes organisations dans le secteur de l’aide aux personnes en situation d’itinérance ».

BIBLIOGRAPHIE

- Abramovich, A. (2016). Preventing, reducing and ending LGBTQ2S youth homelessness: The need for targeted strategies. *Social Inclusion*, 4(4), 8–96.
- Abramovich, A., & Shelton, J. (2017). *Where am I going to go? Intersectional approaches to ending LGBTQ2S youth homelessness in Canada & the U.S.* Toronto, Canadian Observatory on Homelessness Press.
- Baker-Collins, S. (2013). From homeless teen to chronically homeless adult: a qualitative study of the impact of childhood events on adult homelessness. *Critical Social Work*, 14(2), 61-81.
- Baskin, C. (2007). Aboriginal youth talk about structural determinants as the causes of their homelessness. *Revue sur l'enfance et la famille des Premiers Peuples*, 3(3), 31-42.
- Bellot, C. (2005). La diversité des trajectoires de rue des jeunes à Montréal. In N. Brunnelle et M. Cousineau (eds.), *Trajectoires de déviance juvénile* (pp. 71-93). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Bellot, C., & Rivard, J. (2017). Repenser l'itinérance au féminin dans le cadre d'une recherche participative. *Criminologie*, 50(2), 95-121.
- Bellot, C., & Sylvestre, M. (2017). La judiciarisation de l'itinérance à Montréal : les dérives sécuritaires de la gestion pénale de la pauvreté. *Revue générale de droit*, 47(1), 11-44.
- Bilge, S. (2015). Le blanchiment de l'intersectionnalité. *Recherches féministes*, 28(2), 9–32.
- Burt, M.R., Pearson, C., & Montgomery, A.E. (2007). Community-wide strategies for preventing homelessness: Recent evidence. *The Journal of Primary Prevention*, 28(3–4), 213–228.
- Chbat, M., Damant, D., & Flynn, C. (2014). Analyse intersectionnelle de l'oppression de mères racisées en contexte de violence conjugale. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(2), 97-110.
- Choi, S. K., Wilson, B. D., Shelton, J., & Gates, G. (2015). Serving our youth: The needs and experiences of lesbian, gay, bisexual, transgender, and questioning youth experiencing homelessness. <http://williamsinstitute.law.ucla.edu/wpcontent/uploads/Durso-Gates-LGBT-Homeless-Youth-Survey-July-2012.pdf>.
- Collins, P. H. (2000). *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*. New York: Routledge.
- Collins, P.H. & Bilge, S. (2016). *Intersectionality*. UK, Cambridge : Polity Press
- Colombo, A. (2015). *S'en sortir quand on vit dans la rue : trajectoires de jeunes en quête de reconnaissance*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Conseil jeunesse de Montréal. (2017). *Jeunes et itinérance. Dévoiler une réalité peu visible*. Avis sur la prévention de l'itinérance jeunesse à Montréal.

- Conseil supérieur de l'éducation. (2016). *Remettre le cap sur l'équité. Rapport sur l'état et les besoins de l'éducation 2014 - 2016*. 101 pp. <http://www.cse.gouv.qc.ca/fichiers/documents/publications/CEBE/50-0494.pdf>
- Côté, P.-B., & Blais, M. (2019). Between resignation, resistance and recognition: A qualitative analysis of LGBTQ+ youth profiles of homelessness agencies utilization. *Children and Youth Services Review*, 100, 437–443.
- Côté, P. B., Flynn, C., Blais, M., Manseau, H., & Fournier, É. (2017). L'itinérance comme vecteur de reproduction des rapports de genre inégalitaires : une analyse des relations intimes chez les jeunes. *Service social*, 63(2), 85-98.
- Côté, P.-B., & MacDonald, S-A. (2016). Un espace de réflexion et d'échanges sur l'itinérance : Nouveaux visages, pratiques novatrices, croisement des savoirs. *Revue de CREMIS*, 9(2), 35-39.
- Crane, M., Warnes, A. M., & Fu, R. (2006). Developing homelessness prevention practice: combining research evidence and professional knowledge. *Health & Social Care in the Community*, 14(2), 156–166.
- Culhane, D. P., Metraux, S., & Byrne, T. (2011). A prevention-centered approach to homelessness assistance: A paradigm shift? *Housing Policy Debate*, 21(2), 295–315.
- Doberstein, C. (2016). *Building a collaborative advantage: Network governance and homelessness policy-making in Canada*. Vancouver: UBC Press.
- Durso, L. E., & Gates, G. J. (2012). *Serving our youth: Finding from a national survey of services providers working with lesbian, gay, bisexual and transgender youth who are homeless or at risk of becoming homeless*. Los Angeles, CA: Williams Institute with True Colors Fund and The Palette Fund.
- Embleton, L., Lee, H., Gunn, J., Ayuku, D., & Braitstein, P. (2016). Causes of child and youth homelessness in developed and developing countries: A systematic review and meta-analysis. *JAMA Pediatrics*, 170(5), 435–444.
- Farinas, L. (2016). *La coordination interorganisationnelle en pratique : une exploration du travail relationnel de l'Équipe Itinérance et de ses partenaires*. Thèse de doctorat, École nationale d'administration publique.
- Fontaine, A. (2019). *Le travail de rue : une approche globale d'accompagnement social auprès des jeunes en situation d'itinérance ou à risque d'itinérance*. Congrès ACFAS, Colloque 434 — Prévention de l'itinérance chez les jeunes : une réflexion collective sur les points tournants, l'avancement des connaissances et les pratiques d'intervention. Gatineau : UQO.
- Flynn, C., Damant, D., & Lessard, G. (2015). Le projet Dauphine : laisser la parole aux jeunes femmes de la rue et agir ensemble pour lutter contre la violence structurelle par

- l'entremise de la recherche-action participative. *Recherches féministes*, 28(2), 53-79.
- Flynn, C., Damant, D., Lapierre, S., Lessard, G., Gagnon, C., Couturier, V., & Couturier, P. (2018). When structural violences create a context that facilitates sexual assault and intimate partner violence against street-involved young women. *Women's Studies International Forum*, 68, 94–103.
- Gaetz, S. (2014). *Coming of age: Reimagining the response to youth homelessness in Canada*. Toronto: The Canadian Observatory on Homelessness Press.
- Gaetz, S. & Dej, E. (2017). *Une nouvelle direction : Un cadre pour la prévention de l'itinérance*. Toronto, ON : Canadian Observatory on Homelessness Press.
- Gaetz, S., Dej, E., Richter, T., & Redman, M. (2016). *The State of Homelessness in Canada 2016: The Homeless Hub*. Toronto: Canadian Observatory on Homelessness Press.
- Gaetz, S., B. O'Grady, K. Buccieri, J. Karabanow, & A. Marsolais (2013). *Youth homelessness in Canada: Implications for policy and practice*. Toronto: Canadian Homelessness Research Network Press.
- Gouvernement du Québec. (2014a). *Ensemble, pour éviter la rue et en sortir*. Politique nationale de lutte à l'itinérance. Ministère de la Santé et des Services sociaux. Québec.
- Gouvernement du Québec. (2014b). *Le Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013*. Ministère de la Santé et des Services sociaux. Québec.
- Goyette, M., Blanchet, A., et Bellot, C. (2019). *Étude sur le devenir des jeunes placés. Le rôle de l'instabilité des trajectoires sur les transitions à la vie adulte. Rapport de vague 1*. Montréal : ENAP. http://edjep.ca/wp-content/uploads/2019/06/EDJeP_Stabilite.pdf
- Greissler, É., St-Louis, M., & Gendreau, I. (2015). Le lien d'abord : les pratiques de « post-hébergement » des Auberges du cœur. *Intervention*, 142, 39-49.
- Groleau, L. (1999). L'effet structurant des politiques dans la définition et la construction du phénomène de l'itinérance, et les impacts sur les services et l'intervention. *Nouvelles pratiques sociales*, 12(2), 27-44.
- Hancock, A.M. (2007). When multiplication doesn't equal quick addition: Examining intersectionality as a research paradigm. *Perspectives on Politics*, 5(1), 63–79.
- Harper, E. (2012). *Regards sur l'intersectionnalité*. Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes. Collection Études et Analyses, 44.
- Karabanow, J. (2004). *Being young and homeless: Understanding how youth enter and exit street life*. New York: Peter Lang.
- Kneebone, R. (2018). Housing, Homelessness and Poverty. *The School of Public Policy Publications*, 11(29), pp. 1–9.

- Kovacs Burns, K., & Gordon, G. (2016). A 10-Year Case Study Examining Successful Approaches and Challenges Addressing the Determinants of Homelessness: The Experiences of One Canadian City. In N. Nichols & C. Doberstein (Eds.), *Exploring effective systems responses to homelessness* (pp. 255–286). Toronto: The Canadian Observatory on Homelessness.
- Latimer, E. et al. (2016). *Enquête complémentaire sur les personnes en situation d'itinérance à Montréal le 24 août 2015*. Montréal : Ville de Montréal.
- Lebeau, A., Vermette, G., & Viens, C. (1998). Développer la concertation intersectorielle : Des conditions à l'action. *RUPTURES-MONTREAL*—, 5, 194–206.
- MacDonald, S.-A. (2013). The paradox of being young and homeless: Resiliency in the face of constraints. *International Journal of Child, Youth and Family Studies*, 4(4), 425–446.
- MacDonald, S.-A., et Roebuck, B. (2018). *Staying alive while living the life: Adversity, strength, and resilience in the lives of homeless youth*. Halifax: Fernwood Press.
- McKeown, T., et Plante, M.-C. (2000). L'équipe itinérance du CLSC des faubourgs de Montréal. Dans D. Laberge (Éd.), *L'errance urbaine* (pp. 391-404). Québec : Éditions MultiMondes.
- Nichols, N. (2016). Development in context: Housing instability, homelessness, and youth work. In Mizzi, R., Rocco, T., & Shore, S. (Eds.), *Disrupting Adult and Community Education: Teaching, Learning, and Working on the Periphery* (pp. 35–50). Albany, NY: SUNY Press.
- Parazelli, M. (2002). *La rue attractive : Parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Parsell, C., & Marston, G. (2012). Beyond the “at risk” individual: Housing and the eradication of poverty to prevent homelessness. *Australian Journal of Public Administration*, 71(1), 33–44.
- Patrick, Caryl. (2014). *Aboriginal homelessness in Canada: A literature review*. Canadian Homelessness Research Network.
- Rodrigue, S. (2016). *L'itinérance cachée au Canada*. Statistique Canada, Regards sur la société canadienne. 11 pp. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/75-006-x/2016001/article/14678-fra.pdf?st=NYHc9F6D>
- Roy, L., Rousseau, J., Fortier, P., & Mottard, J. P. (2013). Housing and home-leaving experiences of young adults with psychotic disorders: a comparative qualitative study. *Community Mental Health Journal*, 49(5), 515–527.
- Schnapper, D. (2010). Élaborer un type idéal. In S. Paugam (Eds.), *L'enquête sociologique*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Shinn, M., Baumohl, J., & Hopper, K. (2001). The prevention of homelessness revisited.

Analyses of Social Issues and Public Policy, 1(1), 95–127.

- Springer, J., Lum, J., & Roswell, T. (2013). Policy Challenges to homelessness among Caribbean youth in Toronto. In S. Gaetz, B. O'Grady, K. Bucciari, J. Karabanow, & A. Marsolais (Eds.), *Youth Homelessness in Canada: Implications for Policy and Practice* (pp. 445–468). Toronto: Canadian Homelessness Research Network Press.
- Thistle, J. (2017.) *Indigenous Definition of Homelessness in Canada*. Toronto: Canadian Observatory on Homelessness Press.
- Thompson, S. J., Bender, K., Windsor, L., Cook, M. S., & Williams, T. (2010). Homeless youth: Characteristics, contributing factors, and service options. *Journal of Human Behavior in the Social Environment*, 20(2), 193–217.
- Thrane, L.E., Hoyt, D.R., Whitbeck, L.B., & Yoder, K.A. (2006). Impact of family abuse on running away, deviance, and street victimization among homeless rural and urban youth. *Child Abuse & Neglect*, 30(10), 1117–1128.
- Trépanier, J.-P. (2007). *Analyse organisationnelle de l'offre de services de santé et de services sociaux aux itinérants de la ville de Québec par les milieux communautaire et institutionnel*. Mémoire de maîtrise, Santé communautaire, Université Laval.
- Tyler, K.A., & Bersani, B. E. (2008). A longitudinal study of early adolescent precursors to running away. *The Journal of Early Adolescence*, 28(2), 230–251.
- Tyler, K.A., Hoyt, D.R., Whitbeck, L.B., & Cauce, A.M. (2001). The impact of childhood sexual abuse on later sexual victimization among runaway youth. *Journal of Research on Adolescence*, 11(2), 151–176.
- Whitbeck, L.B., Hoyt, D.R., & Yoder, K.A. (1999). A risk-amplification model of victimization and depressive symptoms among runaway and homeless adolescents. *American Journal of Community Psychology*, 27(2), 273–296.
- Wheaton, B., & Gotlib, I. H. (1997). Trajectories and turning points over the life course: concepts and themes. In I. H. Gotlib & B. Wheaton (Eds.), *Stress and adversity over the life course*. New York: Cambridge University Press.
- Yuval-Davis, N. (2011). *Power, intersectionality and the politics of belonging*. Denmark: FREIA
- Zufferey, C. (2016). Homelessness and intersectional feminist practice. (pp. 238–249). In S. Wendt and N. Moulding (Eds). *Contemporary feminisms in social work practice*. Abingdon, London: Routledge.